

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 23 octobre 2012

La filière automobile : comment relever les défis d'une transition réussie ?

Déclaration du groupe de la CGT

L'industrie automobile française traverse une période très difficile, tant au plan social qu'économique, qui questionne la pérennité du site de production France, sa capacité à se transformer pour répondre aux défis d'avenir, assurer le développement de l'emploi, maintenir la France au rang des nations industrielles.

Nous regrettons que ces enjeux fondamentaux n'aient pas été suffisamment traités tout au long des semaines d'élaboration de l'avis. L'esprit d'ouverture et de prise en compte des amendements, manifesté par le rapporteur au cours de la dernière lecture de l'avis, s'il doit être souligné, n'aura pas suffi à rattraper les manques.

Ainsi, un début d'analyse critique sur les stratégies des constructeurs a pu être esquissé, mais l'avis est loin d'en tirer toutes les conséquences.

Quelles propositions pour ne pas réitérer des choix erronés des constructeurs entraînant des surcapacités de productions françaises ? Comment permettre la reconversion de sites, notamment dans la fabrication de véhicules décarbonés, afin d'éviter les gâchis de matériaux existants et de compétences ?

Comment relever les défis de l'innovation, celui de l'emploi et des qualifications quand, contrairement aux affirmations dogmatiques, le prix du travail en France, dans ce secteur, est inférieur de 29 % à celui de l'Allemagne ? Preuve parmi d'autres que la compétitivité ne peut pas s'asseoir sur une baisse du coût du travail qui ne dopera ni la durabilité ni la qualité des produits, ne renforcera pas leur sécurité et pèsera en négatif sur la demande intérieure.

Aucune de ces questions n'a été traitée sur le fond.

Par ailleurs, les préconisations manifestent un fort déséquilibre entre, d'une part, ce qu'on exige de l'État, d'un État stratège et sollicité sur un plan financier, ce qu'on exige de salariés professionnellement réactifs et flexibles, et, d'autre part, ce que l'avis se borne à souhaiter de la part des constructeurs. Pour ces derniers, l'avis s'en tient à proposer un renforcement des échanges et du dialogue entre parties prenantes.

Ainsi, la proposition de passage de la sous-traitance à la co-traitance aurait mérité d'approfondir la réflexion pour dégager des moyens et des perspectives afin de concrétiser cette ambition de manière novatrice.

En conclusion, si une critique des stratégies des constructeurs a été retenue, les conséquences sont loin d'en avoir été tirées. L'avis ne fait qu'effleurer les questions fondamentales. Il reste marqué par des incohérences. Faute de choix clairs et d'une

absence de perspectives, les préconisations ne sont pas de nature à sortir l'automobile française de la crise.

Pour toutes ces raisons, la CGT a voté contre l'avis.